

Le gouvernement de M. Sa Carneiro se prononce en faveur du renforcement de la défense du monde occidental

De notre correspondant

Lisbonne. — Après trois jours de débats, le Parlement portugais a refusé les motions de censure contre le gouvernement présidé par M. Sa Carneiro, déposées, l'une par le P.S., l'autre par le P.C. La motion socialiste a recueilli 120 voix, celles du P.S., du P.C., du M.D.P. (Mouvement démocratique portugais) et de l'U.D.P. (Union démocratique populaire, extrême gauche) ; les cent vingt-huit députés des différentes organisations politiques qui constituent l'Alliance démocratique (sociaux-démocrates, centristes, monarchistes et réformateurs) ont évidemment voté contre (1).

Le programme préparé par la majorité de centre-droite issue des dernières élections législatives du 2 décembre 1979 se trouve donc approuvé. Cependant, le premier ministre entend obtenir davantage qu'une décision parlementaire « par la négative », et faire approuver par sa majorité une motion de confiance, ce vendredi 18.

Bien que le résultat final fût peu douteux, les discussions se sont déroulées dans un climat très polémique. Accusé par l'opposition de vouloir enfreindre la Constitution, le gouvernement a annoncé son intention de saisir l'assemblée d'un projet de loi permettant un référendum. Il s'est déclaré décidé à modifier la loi électorale et la loi sur les partis politiques, à accélérer la restitution des terres exploitées en régime collectif par des coopératives et par des unités de production, à permettre à nouveau aux capitaux privés de s'investir dans la banque et les assurances.

Mais les deux aspects de la politique gouvernementale les plus longuement discutés ont sans doute été la diplomatie et les nouvelles orientations en matière économique et financière.

Intervenant le premier jour des débats, le vice-premier ministre, chargé des affaires étrangères, M. Freitas do Amaral, chef du Centre démocratique et social et vice-président de l'Union européenne des démocraties chrétiennes, a critiqué la politique suivie par ses prédécesseurs, qui aurait été « équivoque ». Considérant l'adhésion du Portugal au Marché commun comme la « priorité des priorités », il s'est proposé de supprimer dans la diplomatie de Lisbonne « toutes les traces de tiers-mondisme et de non-alignement » ainsi que « toutes les réserves à l'égard de nos engagements avec l'alliance atlantique ». Condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan, prélude, selon lui, d'une « inlondisation de l'Europe », M. Freitas do Amaral a annoncé une prochaine révision des relations politiques, commerciales et culturelles entre le Portugal et l'U.R.S.S. Il s'est prononcé, d'autre part, en faveur de « tout ce qui pourrait renforcer le dispositif de défense du monde occidental ».

Quel rôle le président de la République doit-il jouer, désormais, en politique étrangère ? Le ministre a été très explicite. C'est le chef d'Etat qui représente le Portugal à l'étranger. Mais c'est le gouvernement qui doit conduire la politique du pays. Aussi, M. Freitas do Amaral s'est-il insurgé contre la « diplomatie parallèle » et les « ententes personnelles » de la présidence de la République qui, sous les derniers présidents, ont tenté « sans succès » de régler les problèmes délicats, notamment en Afrique et au Proche-Orient.

Tout sera contrôlé, assure le chef de la diplomatie portugaise, à partir du palais des Necessi-

dades, qui vit déjà à l'heure des transformations et des écurations. L'ancien premier ministre, Mme Pintassilgo, risque de ne pas retrouver son poste d'ambassadeur à l'UNESCO (le Monde du 18 janvier). L'ambassadeur à Moscou, M. Magalhães Cruz, rappelé à Lisbonne dès le début des événements d'Afghanistan, sera très probablement remplacé. M. Freitas Cruz, ministre des affaires étrangères du cabinet de Mme Pintassilgo, qui avait déjà reçu l'agrément de Londres, attend à Lisbonne la confirmation, assez problématique, de ses nouvelles fonctions.

Rigueur envers les entreprises publiques

La même « fièvre de changement » paraît saisir le ministère de l'économie et des finances, dont le responsable, M. Cavaco e Silva, annonce qu'il sera « exigeant et rigoureux » à l'encontre des entreprises publiques, qui enregistreraient des déficits alarmants. Lors de la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement, le président Banes avait mis l'accent sur l'évolution favorable de l'économie portugaise au cours des dernières années. Le déficit de la balance des transactions courantes à la fin de l'année 1979 ne représentait-il pas le quart de celui enregistré en décembre 1977 ? Les exportations n'avaient-elles pas augmenté à un rythme très nettement supérieur à celui des importations ? Les émigrés ne manifestaient-ils pas leur confiance en envoyant à Lisbonne dix millions d'argent ? Les touristes n'avaient-ils pas à nouveau envahi les plages du pays ?

Pour M. Cavaco e Silva, tous ces facteurs ne constituent qu'une « faible consolation ». « Durant l'année dernière, a-t-il souligné, la production ne s'est accrue que de 2,5 %. La consommation privée est restée au même niveau. L'investissement a baissé de 1 %. Le chômage s'est aggravé. L'inflation a atteint les 24 %. Les salaires réels ont baissé. Les inégalités dans la distribution des revenus se sont accentuées. La satisfaction des besoins sociaux de la population n'a pas progressé. »

Les perspectives pour 1980 ne sont pas plus favorables, puisque, d'après les calculs du ministre « les coûts d'importation du pétrole doubleront par rapport à l'année précédente. Le rythme d'exportation du commerce international sera réduit de moitié. Les conditions d'accès aux marchés financiers deviendront beaucoup plus difficiles, en raison notamment de l'aggravation des déficits avec l'extérieur des principaux pays membres de l'O.C.D.E. et de la crise en Iran ».

JOSÉ REBELO.

(1) La motion de censure présentée par le P.C. n'a obtenu, quant à elle, que 48 voix : celles des communistes, des trois parlementaires du M.D.P. et du représentant de l'U.D.P. Les socialistes se sont abstenus.

J. Monch
19.1.80

